

The Near East and India (London)

Nr 1077.

Reparations.

The Government's decision to fix the amount of reparations for the recent disturbances at what is considered to be a small amount, i.e., £35,000, has come as a comparatively pleasant surprise to Cypriots. Estimates of the amount to be required were more in the region of £100,000. It appears, therefore, that the extra expenditure incurred by the Naval, Military, and Air Forces during the recent disturbances will not be borne by the Cypriots; otherwise a much larger sum for Reparations would have been fixed. This £35,000 will be paid by Greek-Cypriots, excluding Government officials, and in the same proportions as those in which the Greek-Cypriots pay Education taxes.

Le Messenger d' Athènes

N° 2970

LES "RÉPARATIONS", IMPOSÉES A CHYPRE

L'*Officiel* du gouvernement cypriot a publié dans son numéro 2187 la loi «sur le payement des réparations», soit des dommages occasionnés au cours des derniers événements de Chypre.

Aux termes de cette loi, les habitants des villes et des villages où des dommages ont été occasionnés à la propriété publique ou privée sont tenu de payer la somme de Lstg. 34.315. Cette somme devra avoir été versée au Trésor Central avant le 30 juin 1932.

La fixation du mode de payement est laissée à l'appréciation du gouverneur, qui peut aussi décider d'augmenter ou de diminuer la somme revenant aux divers villages, ou si elle doit être recouvrée par versements.

La somme de Lstg. 34.315 ne sera versée que par les habitants grecs de l'île. Cependant le gouverneur peut exempter des personnes (Grecs) qui, selon son appréciation, ne doivent verser aucune somme, comme n'ayant pris aucune part aux incidents. A ces personnes il sera délivré un certificat spécial par le Secrétaire colonial.

Les habitants sont tenus de verser la somme qui leur revient sept jours après l'affichage de la liste des contribuables.

Dans le cas où les maires des villes se refuseraient à exécuter les devoirs qui leur incombent du fait de cette loi spéciale (rédaction de la liste des contribuables, etc.), le gouverneur aura le droit de nommer un représentant du maire qui, revêtu de tous les privilèges spéciaux, sera personnellement responsable de l'échec éventuel de la mission qui lui est confiée.

En cas d'incapacité aussi de ce nouveau représentant du maire, le gouverneur nomme n'importe quelle personne capable, à son avis, d'accomplir cette tâche.

La loi entre en vigueur à partir de sa publication dans l'*Officiel* (21 décembre 1931).

A la loi est annexée une longue liste des villes et des villages dont les habitants subiront cette saignée pécuniaire additionnelle. En voici les principaux :

Leucosie Lstg. 14.000 ; Morfos 500 ; Strovolos 400 ; Larnaca 2.000 ; Pano Lefkara 300 ; Limassol 5.500 ; Pistouri 250 ; Ammochostos et Varosia 5.000 ; Rizocarpasson 600 ; Yiloussa 350 ; Ardana 250 ; Yérani 250 ; Aghios Serghios 236 ; Paphos 500 ; Kéryneia 1000 ; Lapitos 350, et divers autres villages pour des sommes plus petites.